



**ÉTUDE SUR
LES PERCEPTIONS
ET ATTENTES CITOYENNES
CONCERNANT L'EXERCICE
DU POUVOIR
À MADAGASCAR**

Etude :

JEAN-MICHEL WACHSBERGER
MIREILLE RAZAFINDRAKOTO
FRANÇOIS ROUBAUD

Film :

ALBAN BIAUSSAT & MICHEL TABET

Photos :

RIJASOLO

UNE PRODUCTION
DE COLLATERAL CREATIONS
DANS LE CADRE
DU PROJET INCIPALS

JUILLET 2016

En marge de l'étude, Collateral Creations a imaginé et orchestré la production et la réalisation de travaux photo et vidéo originaux selon une méthodologie d'anthropologie visuelle, à la fois documentaire et artistique :

- « Zana-bahoaka ! Le néo-rebelle malagasy », un film documentaire de 26 minutes réalisé par Alban Biauxsat et Michel Tabet. L'information fondée sur une trentaine d'interviews permet d'aborder la question de la relation des Malgaches au pouvoir étatique et la capacité de contestation de la population.

- Un travail photographique de Rijasolo, composé d'une série de plus de 130 images qui témoignent des représentations de l'autorité en zone rurale et dressent le portrait de militants urbains d'Antananarivo.

- Une courte vidéo, de type « bonus » qui met en scène l'équipe de chercheurs face au film et aux photos, et explique tout l'intérêt qu'ils trouvent à associer ce type de documentation multimédia à leur travail d'enquête et d'analyse quantitative.

« ZANA-BAHOAKA - LE NÉO-REBELLE MALAGASY »

UN FILM D'ALBAN BIAUSSAT
& MICHEL TABET





FITSIPIKA
ANATINY MIFAMBY NY BENDRY

01. Manaja toy oia fidirana
02. Toy tsahy ho tena lea
03. Manasa mania ny mitaly voh
- ny mitaly.
04. Toy mitakataka natafy miditra a
- Sakely
05. Mitra natafy toy tonga manata
06. Mananga - tarana natafy hitany
07. Mbita ny devisa anli - mady
08. Mandray mbita anli ny an
09. Man
10. Man



« AUTORITÉ & CONTESTATION »

UN TRAVAIL PHOTOGRAPHIQUE DE RIJASOLO

J'ai décidé de photographier le monde rural à travers ses représentants de l'autorité. J'ai toujours été convaincu que les autorités administratives, sociales, régaliennes contribuaient énormément à tenir la population rurale malgache « en respect », malgré la misère, l'insécurité, la corruption, et l'indifférence venant du pouvoir étatique d'Antananarivo. J'ai rencontré plusieurs personnes tenant des fonctions variées, sans prétendre à l'exhaustivité. J'ai surtout photographié celles qui tenaient, à mon sens, une fonction clé dans la société rurale.



ÉTUDE SUR LES PERCEPTIONS ET ATTENTES CITOYENNES CONCERNANT L'EXERCICE DU POUVOIR À MADAGASCAR

JEAN-MICHEL WACHSBERGER
MIREILLE RAZAFINDRAKOTO
FRANÇOIS ROUBAUD

Le projet Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité (INCIPALS) est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium mené par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES), en partenariat avec le Center for Creative Leadership (CCL), Search for Common Ground (SFCG), et Osservatorio di Pavia.

INCIPALS a chargé Collateral Creations de mettre en œuvre une composante du programme : réaliser une étude et une documentation audiovisuelle des « perceptions et attentes citoyennes de l'exercice du pouvoir à Madagascar ».

Pour ce faire, trois chercheurs de l'IRD/DIAL et les équipes de l'INSTAT ont mené une enquête de terrain quantitative au niveau national sur le sujet d'étude. Collateral Creations a orchestré leurs travaux avec ceux de réalisateurs, documentaristes et photographes afin de capturer des informations qualitatives complémentaires. Ces productions font plus qu'illustrer les résultats de l'enquête : elles s'en font l'écho de manière singulière.

Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité du projet INCIPALS et de Collateral Creations, et ne peut en aucun cas, être considéré comme reflétant l'avis de l'Union européenne.



Madagascar traverse depuis 2009 une crise politique en cours de résolution depuis l'organisation d'élections présidentielles et législatives fin 2013. Bien que la sortie de crise ait été actée, Madagascar demeure un pays éminemment fragile, politiquement, comme en témoignent les tentatives de destitution et les rumeurs de coup d'État, mais aussi économiquement et socialement. La pauvreté affecte plus de 90% de la population, conséquence pour partie de la crise qui a affaibli le tissu industriel, affecté le tourisme, les échanges commerciaux (dont agricoles) et les investissements étrangers. Plusieurs analystes ont par ailleurs souligné le paradoxe malgache qui voit l'émergence de crises politiques successives et régulières depuis des décennies à chaque période de croissance et de reprise économique. Le nouveau régime issu des élections et reconnu internationalement doit encore prouver sa capacité à interrompre ce cycle de crises. Il doit aussi démontrer qu'il est prêt à affronter les défis du développement de la Grande Ile, alors que la sortie de crise n'a que partiellement redonné espoir à des populations désabusées et déconnectées des systèmes de gouvernance. Leur implication dans le

redressement et la stabilisation du pays est à ce titre indispensable.

Cette étude se donne pour objectif d'apporter des éléments de connaissance et compréhension des perceptions et attentes citoyennes concernant l'exercice du pouvoir à Madagascar. Une première partie, menée à partir d'une synthèse de travaux existants et de l'exploitation de données existantes, centre son attention sur la question de la violence, physique mais également symbolique, identifiée comme l'un des principaux nœuds gordiens des interactions sociales à Madagascar, et tout particulièrement des rapports de et au pouvoir. Une deuxième partie présente les résultats du module Pouvoir & Citoyens, une enquête spécialement conçue et réalisée fin 2015 pour les besoins de cette étude et portant sur un échantillon de plus de 18 000 personnes, représentatif de la population adulte du pays. Nous ne livrons ici qu'un résumé de cette étude.

LES MALGACHES ET LE RAPPORT À LA VIOLENCE

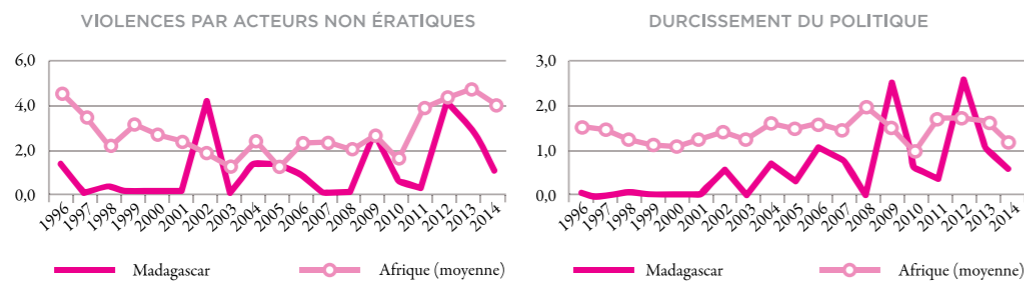
La question de la violence soulève un double paradoxe. Madagascar se caractérise par une instabilité politique non seulement chronique si on se réfère à la multiplicité des crises depuis l'indépendance mais encore grandissante si on prend en compte leurs fréquences. Pourtant, les crises politiques et les changements à la tête de l'État qu'elles entraînent se sont déroulés jusqu'à présent avec un recours à la violence physique très limité. Par ailleurs, ces qualificatifs de « pacifique » et « paisible » attribués souvent à l'Île coïncident avec un climat de peur, de méfiance interpersonnelle et des inquiétudes fortes en matière de sécurité. C'est à l'explication de ce double paradoxe que s'attache cette partie.

VIOLENCE ET INSÉCURITÉ : UN ÉTAT DES LIEUX

LA VIOLENCE AUJOURD'HUI

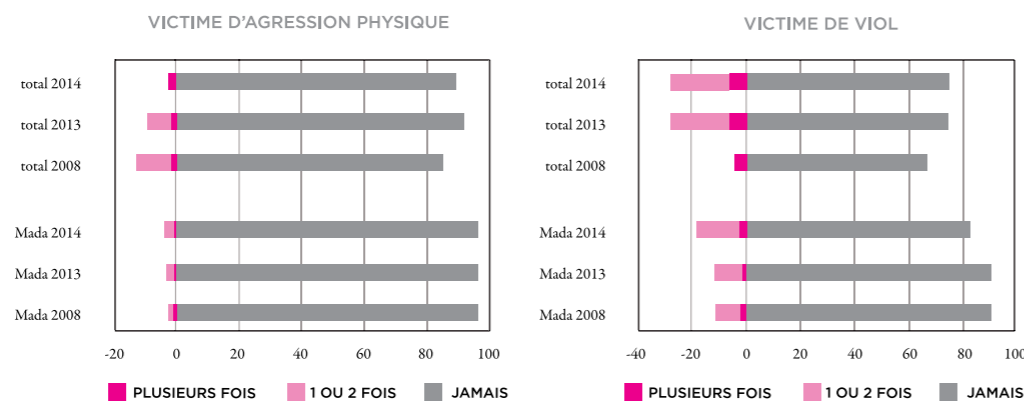
Contrairement à ce qui peut s'observer dans bien d'autres pays du continent africain, les conflits politiques se sont traduits par un nombre relativement faible d'atteintes corporelles, qu'il s'agisse de privation de liberté, de blessures ou de décès, et n'ont été précédés, accompagnés et/ou suivis que par un durcissement politique limité.

Graphique 1 : Évolution des violences politiques de 1996 à 2014



De manière générale, l'Île se caractérise par ailleurs par un faible niveau de violence sociale, attesté tant par les indicateurs synthétiques produits par les institutions internationales que par les enquêtes Afrobaromètre.

Graphique 2 : Expériences vécues en matière d'insécurité



Les mêmes enquêtes révèlent toutefois chez les Malgaches un fort sentiment d'insécurité. Alors même que le pourcentage de victimes d'agressions ou de vol est - en dépit de son augmentation certaine dans ces dernières années - plutôt plus faible que dans la majeure

Source : représentation des auteurs à partir de : BAJD, OCDE, PNUD, Perspectives économiques en Afrique 2015, Paris, Editions OCDE
N.B. : Le premier graphique représente un indicateur calculé à partir du nombre de morts et de blessés lors de troubles et violences collectives. Le deuxième est un indicateur synthétique rendant compte de la déclaration d'état d'urgence, des arrestations et incarcérations politiques, des moyens supplémentaires pour la police et du durcissement du climat politique (expulsion, limogeage, couvre-feu, dissolution de partis)

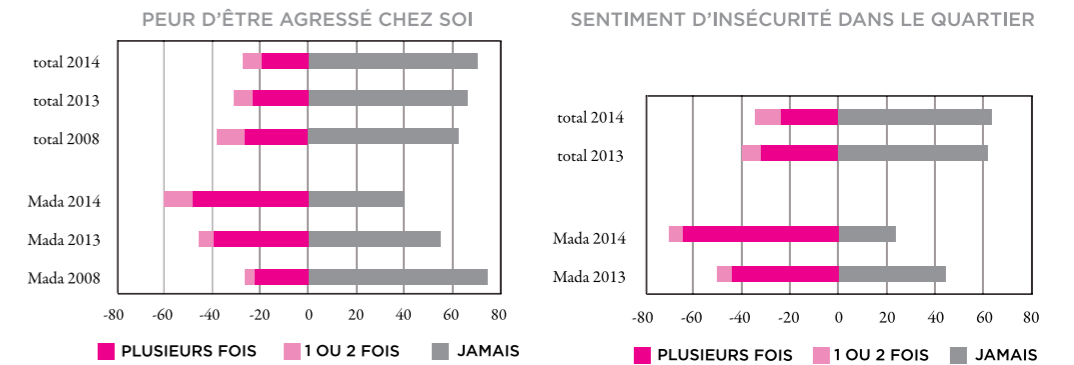
Sources : Enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014, calcul des auteurs.
Note : la ligne « Total » donne la moyenne pour l'ensemble des pays où l'enquête Afrobaromètre a été menée.

Sources : Enquêtes Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2008, 2013, 2014, calcul des auteurs.

LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE

partie des pays africains, la perception du risque et la peur de l'agression sont bien plus importantes. Parmi l'ensemble des pays africains interrogés lors des enquêtes Afrobaromètre, Madagascar est celui où la peur d'être agressé chez soi et/ou dans le quartier est la plus forte.

Graphique 3 : Sentiment d'insécurité



L'idée d'un faible niveau de violence politique à Madagascar demande à être clairement établie en passant en revue l'histoire de Madagascar et en tenant compte des différentes formes possibles de violence, physique, symbolique, économique. Avant l'indépendance, la construction de l'État merina avait su combiner la coercition et une violence symbolique masquée sous forme d'un ordre hiérarchique établi hérité du divin. La colonisation ne modifia pas substantiellement cette organisation politique mais perdit en légitimité d'où découlent l'insurrection de 1947 et sa répression violente. Après l'indépendance, les actes de violence politique sont limités. Ils émanent plus fréquemment d'un pouvoir acculé que de ses contestataires. Depuis 1960, aucune organisation ne semble avoir eu de véritable pouvoir de mobilisation de la violence. Les accès éruptifs de violence débordent toujours les forces politiques qui veulent les récupérer mais ne les contrôlent pas. Dans un contexte de désorganisation importante de l'État, on voit cependant apparaître depuis 2010 une violence criminelle plus organisée qui n'est pas sans rapport avec le politique du fait de la « perte progressive de souveraineté de l'État sur son territoire » et de ses liens supposés avec « la classe politique locale, régionale et nationale ». Si on exclut la période récente, tout se passe donc comme si la violence physique n'était pas ou ne pouvait pas être une ressource stratégique légitime dans le jeu politique malgache. C'est souvent l'usage même de la violence par le pouvoir en place qui précipite son remplacement et les changements de régime, même lors des crises, se font toujours de façon très peu violente.

LA VIOLENCE DANS L'ÉQUATION SOCIO-POLITIQUE MALGACHE : ÉLÉMENTS D'INTERPRÉTATION

La faible fréquence et intensité de la violence physique (politique et criminelle) de la société malgache, associée à une instabilité chronique, interroge sur la nature du système socio-politique.

DES ÉLITES FRAGMENTÉES ET COUPÉES DE LA BASE

Du fait de la faible importance numérique des élites malgaches, les conflits pour le pouvoir prennent moins la forme d'une lutte entre groupes solidement constitués que celle d'une lutte des places (ady seza) entre individus, familles ou clans. Les alliances plus larges ne se forment qu'au moment des élections ou lorsqu'il s'agit de faire chuter un clan qui tend à prendre trop de pouvoir. Bien que se dotant souvent d'un nom

UNE POPULATION
ATOMISÉE
ET SOUMISE

(Forces Vives, Trois Mouvances, etc.), elles ne débouchent jamais sur une forme d'institutionnalisation qui les pérenniseraient dans le temps. Elles se dissolvent sitôt leur but atteint. Cette absence ou faible organisation (horizontale) des groupes élitaires permet d'autant moins la mobilisation de la violence dans la compétition politique que leurs réseaux clientélistes sont, du coup, limités. Les citoyens ordinaires ne sont véritablement intégrés aux systèmes clientélistes qu'à la proximité des élections lorsque les candidats, à l'occasion de leur venue sur les lieux où ils convoitent des voix, font étalage de générosité en apportant médicaments, riz, tee-shirt et divertissements. Cette forme de clientélisme ne crée que des attachements ponctuels et fragiles et ne permet pas de les transformer en mobilisations contestataires structurées et durables.

Madagascar apparaît dans les 10 pays d'Afrique les plus inégalitaires dans le classement du PNUD. Pourtant ces inégalités apparaissent pour beaucoup d'individus comme naturelles ou légitimes ce qui pèse sur la capacité de mobilisation. Le non-recours à la violence politique semble aussi en partie tenir à un rapport spécifique au pouvoir. Il est régi par la croyance traditionnelle encore prégnante du caractère exceptionnel du fanjakana et du statut de raiamandreny (père et mère de ses sujets, à qui on doit le respect) de ceux qui l'incarnent. Vu sous cet angle, les rapports sociaux peuvent être décrits comme reposant sur une violence symbolique qui maintient la domination dans le temps d'un petit groupe d'individus sur la plus grande masse de population. Dans ce sens, la puissance du lahatra (destin) invisibilise le caractère violent de cet ordre social inégalitaire. Les structures socio-spatiales doivent également être considérées. La faible densité de population limitant la pression structurelle sur la terre et sur les moyens de subsistance, favorise le maintien sur leurs terres de ces populations. Une partie non négligeable de ces ruraux n'est ainsi véritablement « capturée » ni par le système politique ni par le système économique. Le tabou de la violence, enfin, enchâssé dans l'idéologie du fihavanana, est un dernier élément explicatif. Là encore, cette norme sociale, condamnant tout acte remettant en cause l'harmonie de la société, constitue en quelque sorte une violence structurelle et invisible qui réprime toute forme d'opposition à l'ordre établi.

CONCLUSION

Si le degré limité de violence peut être la marque d'une cohésion sociale, il découle aussi de la structuration de la société malgache. La faible organisation, tant du côté des élites qui sont fragmentées que de la population qui est atomisée, n'est pas propice à l'émergence de violences politiques. Mais c'est surtout la prégnance d'une violence symbolique qui permet le maintien de l'ordre établi et empêche toute mobilisation risquant de remettre en cause l'équilibre de la société. La population, dominée et démunie dans sa grande majorité, commence toutefois à prendre conscience de cette violence symbolique. Des transformations sont à l'œuvre. Ni la culture, ni le système socio-politique malgache ne restent figés dans le temps. Bien qu'encore d'ampleur limitée, le recours à la violence, sociale ou politique, connaît une extension certaine au fil du temps. C'est ce délitement du système politique qui pourrait expliquer la fréquence de plus en plus grande des crises socio-politiques. Le climat d'incertitude qui en résulte, auquel s'ajoute l'aversion pour la violence longtemps contenue, pourrait alors expliquer la forte montée du sentiment d'insécurité chez les Malgaches.

ANALYSES DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE
POUVOIR ET CITOYENS 2015

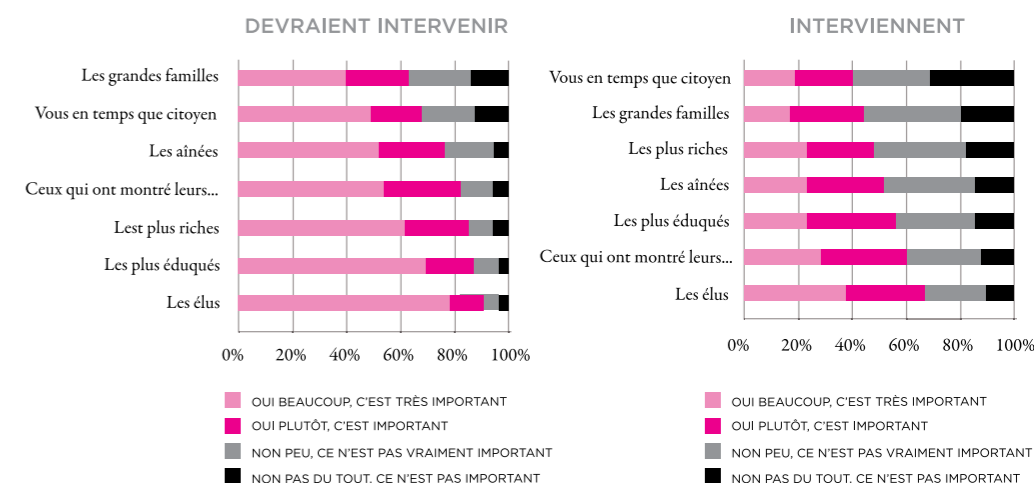
Les résultats de cette enquête sont organisés autour de quatre grands thèmes : La légitimité politique et le pouvoir d'influence ; Les attentes et satisfactions à l'égard du pouvoir ; Le rapport à la violence et l'ordre social ; La participation politique et les mobilisations citoyennes.

LÉGITIMITÉ ET INFLUENCE

Le pouvoir, sauf à user essentiellement de la contrainte physique pour s'imposer, ne peut s'exercer durablement que s'il repose sur une forme de légitimité. Interrogés sur les personnes qui devraient intervenir pour le bien collectif, les Malgaches désignent en premier lieu les élus. Cette affirmation traduit ainsi bien l'attachement des malgaches au fonctionnement démocratique. Au-delà du statut d'élu, éducation, richesse et engagement passé sont aussi des éléments importants de légitimité politique. La légitimité de type traditionnelle (accordée aux aînés ou aux descendants des grandes familles) est moins forte, bien que non négligeable. Ces attentes d'action pour le bien collectif doivent cependant être comparées à l'effectivité des interventions. Or cette dernière est toujours inférieure de 20 à 40 points de pourcentage aux attentes.

Graphique 1 : Évolution des violences politiques de 1996 à 2014

Source : enquête 1-2-3 Madagascar 2015, module pouvoir et citoyens, INSTAT, Nopoor, Katsaka manga. Calculs des auteurs



Ce sont aussi aux élus que les citoyens prêtent le pouvoir d'influence le plus fort, à commencer par le Président et son gouvernement. Les parlementaires, suivis des maires, passent également pour avoir une forte capacité d'influence. Ces chiffres traduisent sinon la confiance du moins les attentes à l'égard des élus. Les chefs de fokontany et les chefs de parti politique, bien que non dénués de pouvoir, sont perçus comme en ayant moins que les hommes politiques précédents. Ces résultats pointent donc la centralité du pouvoir politique à Madagascar et sa primauté sur les autres sources de pouvoir.

ATTENTES ET SATISFACTIONS À L'ÉGARD DU POUVOIR

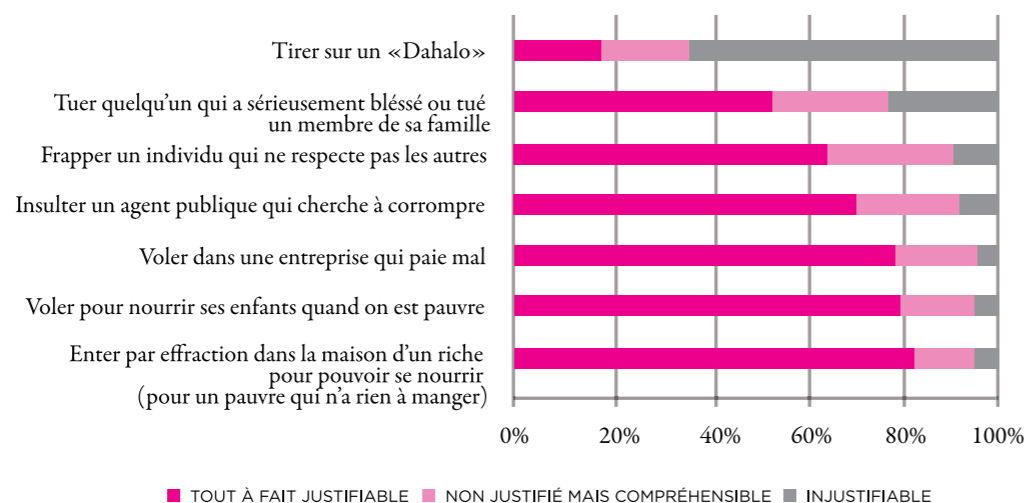
La centralité du pouvoir politique aux yeux des citoyens se traduit par des attentes et un rapport spécifique à son égard. Quatre problèmes sont cités par plus d'un quart des individus comme essentiels à résoudre : l'insécurité, l'accès à l'eau pour les récoltes ou pour la consommation, les carences du système d'enseignement et les défauts du système de santé. En zone rurale, les problèmes d'accès à l'eau et ceux liés aux infrastructures routières sont bien plus fréquemment cités. En zone urbaine, l'insécurité et le manque de travail sont les deux problèmes principaux mentionnés. Pour tous ces problèmes, les citoyens se montrent globalement très insatisfaits de la façon dont l'État les prend en charge. Ainsi, alors même que les Malgaches attendent beaucoup du pouvoir politique, leur insatisfaction à son égard est très importante y compris sur des interventions qui relèvent des fonctions régaliennes (infrastructures routières, sécurité, accès à l'eau).

On retrouve par ailleurs dans l'enquête les caractéristiques, déjà repérée précédemment, du rapport aux dirigeants politiques des Malgaches. Ils considèrent très fréquemment les dirigeants comme des raiamandreny c'est-à-dire comme des parents qui font le bien de leurs enfants. Cette confiance et ce respect a priori pour les dirigeants les conduit volontiers à s'en remettre à leurs décisions. Pour autant, les citoyens ne s'interdisent pas de contester les décisions de l'État lorsqu'elles leur semblent injustes. Autrement dit, la confiance accordée a priori et la considération du dirigeant comme un raiamandreny n'est pas une carte blanche accordée au pouvoir politique mais une attente d'un mode particulier de relation de pouvoir.

VIOLENCE ET ORDRE SOCIAL

L'objectif de l'enquête était aussi de mieux cerner la façon dont la population perçoit le mode d'accès au pouvoir, la légitimité des différents canaux par lesquels il s'acquiert ou se transmet, et notamment l'usage de la violence pour faire respecter l'ordre. Du côté des citoyens ordinaires, l'usage des armes est massivement réprouvé. Le prix du sang n'est néanmoins pas exclu, dans des circonstances extrêmes, par exemple pour tuer quelqu'un qui aurait sérieusement blessé ou tué un membre de sa famille.

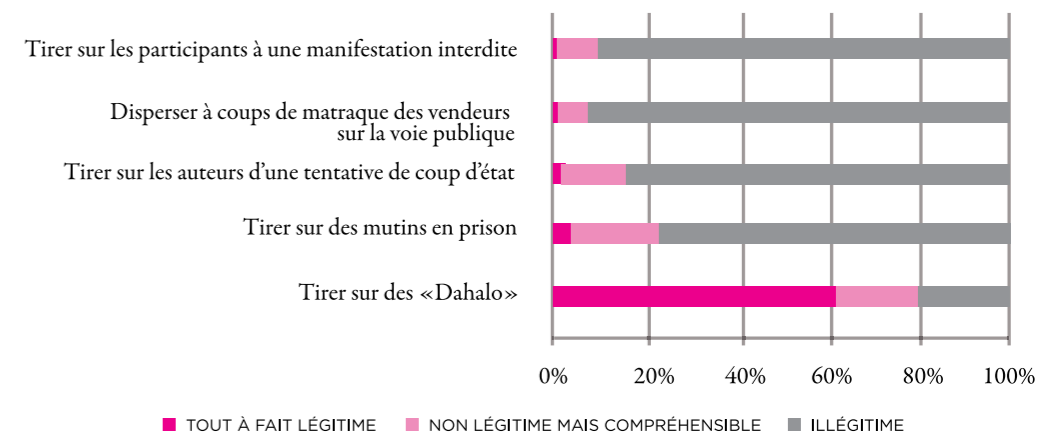
Graphique 5 : Légitimité (de l'usage) de la violence au quotidien dans différentes situations (en %)



Au-delà des crimes de sang, les citoyens ne s'interdisent pas de pratiquer un certain nombre d'actes condamnés par la loi, dans certaines circonstances (frapper un individu qui ne respecte pas les autres ; insulter un agent public qui cherche à vous corrompre ; voler dans une entreprise qui vous paie mal ; ...). En corollaire, ces résultats montrent que la population ne reconnaît pas le monopole de l'État dans l'exercice de la violence légitime. Si l'on se place maintenant du côté de l'État, le tabou de la violence est en revanche clairement confirmé. Seul le fait de tirer sur des dahalo obtient un niveau d'approbation significatif, une acceptation qui apparaît d'autant plus paradoxale que ces mêmes citoyens s'interdisent de pratiquer eux-mêmes ce type d'extrémité.

Graphique 6 : Légitimité (de l'usage) de la violence répressive dans différentes situations (en %)

Source : Enquête 1-2-3 2015, module Pouvoir et Citoyens, INSTAT-Katsaka ; calculs des auteurs.
La question est formulée comme suit : Comment jugez-vous les comportements suivants de la part d'agents de l'Etat ?



Nous avons montré précédemment que si la violence physique est de basse intensité à Madagascar, elle est compensée par un niveau élevé de violence symbolique. Sur ce point comme sur d'autres, le module Pouvoir & Citoyens a été spécifiquement conçu comme un protocole visant à révéler les préférences de la population. Ici, le niveau de violence symbolique est apprécié à l'aune du degré d'acceptation de la distance entre le mode de fonctionnement effectif de la société et les principes méritocratiques censés régir les sociétés démocratiques. La première question de notre analyse porte sur la nature des inégalités extrêmes entre riches et pauvres à Madagascar. Les réponses attestent d'une forme de fatalisme dans la population, les trois quart acceptant les inégalités criantes de la société malgache, soit parce qu'ils les trouvent naturelles, soit qu'ils les trouvent légitimes soit enfin qu'ils pensent ne rien pouvoir faire pour les résorber. Le second jeu de questions s'intéresse à l'accaparement du pouvoir au sommet de la hiérarchie sociale par un petit groupe inamovible. Seul un tiers de la population est convaincu que tout le monde peut avoir accès au pouvoir. Pour les deux-tiers restants qui considèrent que les grandes familles se maintiennent bien au pouvoir, la majorité trouve que ça n'est pas normal mais une partie seule s'en insurge tandis que les autres estiment qu'on n'y peut rien. 20 % déclarent enfin que c'est normal car chacun son destin.

Tableau 1 : Perception de la nature du pouvoir suivant le genre et le milieu de résidence (%)

	URBAIN	RURAL	HOMME	FEMME	ENSEMBLE
A Madagascar, il y a des gens qui sont extrêmement riches et d'autres sont extrêmement pauvres. C'est:					
Normal car chacun son destin	25,8	26,1	25,6	26,4	26,0
Normal car c'est le fruit de leurs efforts	20,3	27,2	25,4	25,6	25,5
Pas normal mais on n'y peut rien	25,5	22,7	22,9	23,9	23,4
Pas normal et cela devrait changé	28,4	24,0	26,1	24,1	25,1
TOTAL	100	100	100	100	100
Certains considèrent que le pouvoir appartient toujours aux mêmes familles. C'est:					
Normal car chacun son destin	17,5	20,2	19,5	19,5	19,5
Pas normal mais on n'y peut rien	16,4	20,1	19,1	19,3	19,2
Pas normal et cela devrait changé	34,9	27,2	28,6	29,7	29,2
Faux, tout le monde peut avoir accès au pouvoir	31,2	32,5	32,9	31,5	32,2
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : Enquête 1-2-3 2015, module Pouvoir et Citoyens, INSTAT-Kat-saka ; calculs des auteurs.

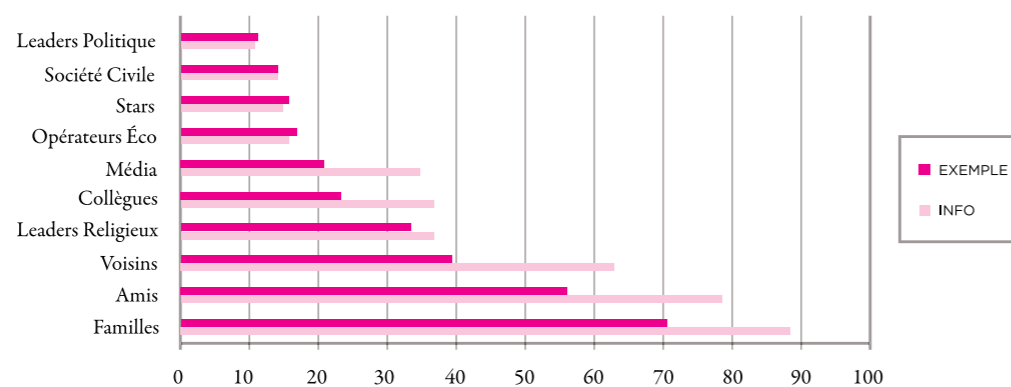
LA PARTICIPATION POLITIQUE ET SOCIALE ET LA MOBILISATION CITOYENNE

La participation à différentes actions, individuelles ou collectives, pouvant influencer sur les décisions concernant la communauté, constitue une forme d'expression de la citoyenneté. Elle est une condition du bon fonctionnement de la démocratie. Elle permet d'analyser le rapport des citoyens à l'autorité publique.

MODE DE FORMATION DES OPINIONS

L'enquête permet d'identifier les espaces ou cercles où peuvent se forger les opinions des individus. Les principales sources d'informations sur la vie publique sont les proches : le cercle familial, les amis et les voisins. Viennent ensuite, mais largement distancés, les collègues ou membres d'associations professionnelles, les leaders religieux et les médias. On retrouve le même classement si on analyse les types d'acteurs qui servent de références à la population. La faible influence des médias est en ligne avec la faible couverture médiatique à Madagascar mais aussi avec le discrédit dont ils souffrent. Il faut aussi souligner le rôle très limité joué par les leaders politiques mais également par la société civile : seulement un citoyen sur dix considère que leurs avis comptent et/ou qu'ils peuvent servir de référence en termes de comportement citoyen.

Graphique 7 : Source d'information, de conseils et exemples



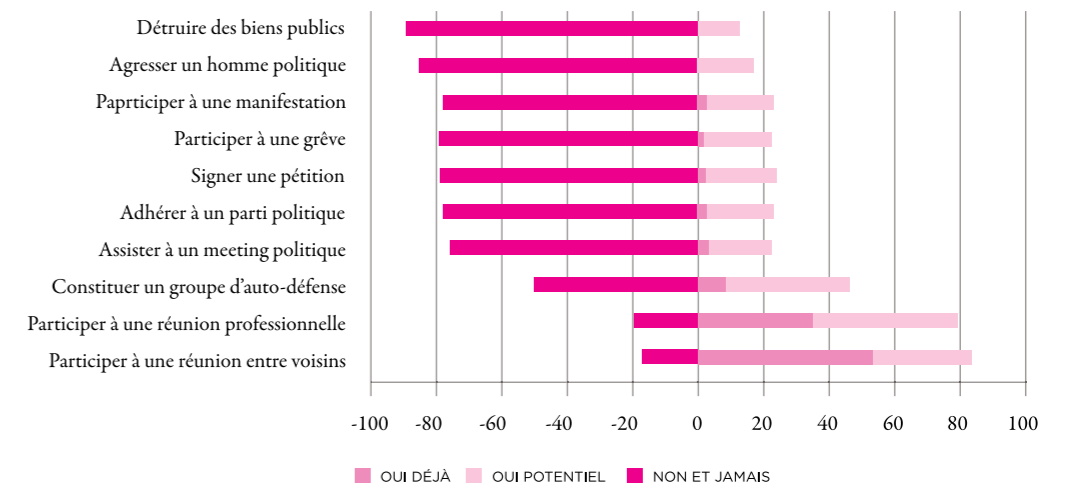
Source : Enquête 1-2-3 2015, module Pouvoir et Citoyens, INSTAT-Kat-saka manga ; calculs des auteurs. La question est formulée comme suit : Pour vous forger une opinion sur ce que vous devez faire en tant que citoyen, qui sont les personnes importantes à qui vous vous référez : a) Pour demander des informations, des conseils ; b) En tant qu'exemple à suivre par leur action / comportement.

PARTICIPATION POLITIQUE ET POLITISATION

La participation électorale est la première forme de participation politique. Selon les résultats de l'enquête GPS, plus de 70% des Malgaches ont déclaré avoir voté lors de la dernière élection présidentielle de 2013. Mais la participation politique ne se mesure pas uniquement à partir des comportements électoraux, elle inclut également d'autres formes

d'actions. On a ainsi cherché à rendre compte des formes d'action politique employées par les individus et de leur degré de légitimité. Seules trois formes d'action sont revendiquées par la majorité des citoyens comme activités auxquelles ils ont déjà participé ou auxquelles ils peuvent potentiellement contribuer en tant que citoyen : les réunions avec des voisins pour discuter d'un problème commun et chercher les moyens de le résoudre ; les réunions au sein d'un groupe (professionnel ou autre) partageant les mêmes problèmes pour les résoudre ; la formation de groupe d'autodéfense. Les autres actions considérées n'apparaissent pas légitimes pour la grande majorité des citoyens qu'elles soient transgressives (agresser un homme politique parce qu'il est corrompu ; détruire des biens publics pour marquer un mécontentement) ou plus conventionnelles (participer à un meeting politique ; adhérer à un parti ; signer une pétition ; participer à des grèves et des manifestations).

Graphique 8 : Recours et légitimité de différentes formes d'actions politiques



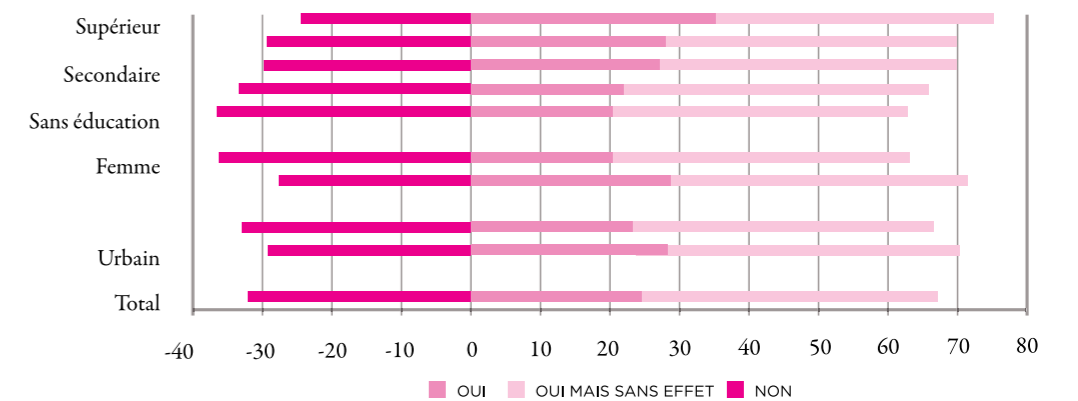
Source : Enquête 1-2-3 2015, module Pouvoir et Citoyens, INSTAT-Kat-saka manga ; calculs des auteurs. La question est formulée comme suit : Voici une liste de formes d'action politique, pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si : 1. Oui, vous l'avez déjà fait (au cours de votre vie) ; 2. Non mais je pourrais le faire ; 3. Non et je ne ferai jamais quelles que soient les circonstances.

Les Malgaches se montrent par ailleurs peu intéressés par la politique, la situation étant encore plus préoccupante lorsqu'on passe d'un intérêt déclaré à l'action concrète de parler politique.

RÔLE DU CITOYEN ET FORMES DE MOBILISATION

La faiblesse de l'engagement politique et la déconnexion des citoyens de la sphère politique peuvent résulter de l'absence de conscience du rôle que chaque citoyen doit jouer pour la communauté. Un tiers des citoyens déclare en effet qu'il n'a aucun rôle à jouer pour le bien collectif. Mais cette faiblesse et cette déconnexion peuvent aussi tenir à l'absence d'espoir dans l'efficacité de l'intervention citoyenne : 43 % des citoyens reconnaissent qu'ils ont un rôle à jouer mais indiquent qu'ils ne peuvent rien changer.

Graphique 9 : Revendication du rôle du citoyen



Source : Enquête 1-2-3 2015, module Pouvoir et Citoyens, INSTAT-Kat-saka manga ; calculs des auteurs. La question est formulée comme suit : Selon vous, est-ce que vous avez un rôle à jouer en tant que citoyen pour le bien collectif ? 1. Oui, j'ai un rôle ; 2. J'ai un rôle mais je ne peux rien changer ; 3. Je n'ai pas de rôle à jouer.

En dehors des chefs de fokontany, des leaders religieux et des chefs traditionnels, déjà contactés individuellement par une proportion non négligeable des citoyens, les autres représentants des autorités ne sont pas considérés comme des interlocuteurs susceptibles de résoudre les problèmes de la communauté. Seule une infime minorité a déjà sollicité les candidats lors des campagnes électorales, les députés, les responsables de partis, ou les médias même si beaucoup n'excluent pas qu'un jour, ils aient recours à ce type d'action. Ainsi, pour tous les problèmes dont la résolution dépasse la compétence des autorités locales telles que le chef de fokontany, le leader religieux ou le chef traditionnel, les Malgaches ne semblent pas pouvoir identifier de moyen de remédier à leur situation. Ils semblent enfermés dans un cercle vicieux où se sentant démunis, ils sont démobilisés, ce qui les rend encore plus vulnérables, les stratégies (de résistance) menées à leur échelle individuelle ne pouvant qu'être limitées.

CONCLUSION

L'analyse des données de l'enquête « Pouvoir et Citoyens » apporte des éléments de réflexions à la question du rapport des citoyens au pouvoir politique. On note tout d'abord une croyance partagée dans la capacité théorique des hommes politiques à agir et une attente forte d'intervention politique dans un certain nombre de domaines dont la sécurité, les infrastructures routières, l'accès à l'eau ou encore l'éducation. Or, l'insatisfaction vis-à-vis des interventions politiques est extrême. Une immense majorité des citoyens estime que le pouvoir politique s'occupe mal ou pas du tout des questions fondamentales qui les préoccupent. Cette situation se traduit par un désenchantement politique marqué. La dépolitisation est forte et la participation politique très limitée. Les citoyens se révèlent ainsi pour la plupart déboussolés. Tirillés entre le sentiment de respect, les attentes et les désillusions à l'égard des autorités publiques, et démobilisés, les actions menées à titre individuel - des réactions dont la portée ne dépasse pas l'échelle de l'individu - se révèlent être les seuls recours possibles pour la majorité des citoyens. Cette situation est, sinon directement facteur d'instabilité politique, du moins un risque important pour l'ordre social. En dépit d'un fatalisme affiché à l'égard des inégalités, la déception à l'égard du pouvoir politique se traduit aussi par une étonnante tolérance à l'égard de violences individuelles exercées en réaction à la violence économique.



